



lundi, 23. Janvier 2017

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>Foire du tourisme de Madrid : Intérêt pour le Sud algérien.....</i>	<i>2</i>
<i>Mme Tagabou à In-Salah : Préserver l'artisanat traditionnel</i>	<i>2</i>
<i>Oxford Business Group sur l'Algérie : Agriculture et industrie, clés de l'économie de demain.....</i>	<i>3</i>
<i>Suivi de l'accord OPEP-NON OPEP : Satisfaction.....</i>	<i>4</i>
<i>Alimentation : Nouvelles normes de contrôle</i>	<i>5</i>
<i>Que faire des 300.000 tonnes de déchets spéciaux par an ?</i>	<i>5</i>
<i>Trois plateformes de compostage en voie de création dans l'ouest du pays.....</i>	<i>6</i>
<i>Près de 60 projets touristiques renforceront le parc hôtelier d'Alger d'ici à 2019.....</i>	<i>6</i>
<i>Le rythme d'inflation annuel à 6,4% jusqu'à décembre 2016</i>	<i>8</i>
<i>Hausse du nombre de conteneurs débarqués au port d'Alger en 2016.....</i>	<i>8</i>
<i>Vers l'interdiction de l'importation des agrumes durant la période de récolte</i>	<i>9</i>
<i>Pêche : Près de 100 agriculteurs formés en 2016 à la pisciculture</i>	<i>9</i>
<i>27 éditeurs algériens au 48e Salon du livre du Caire</i>	<i>10</i>
Commerce	10
<i>La SNTF espère un équilibre financier en 2023</i>	<i>10</i>
<i>Groupe Arem: les Tunisiens prêts à investir en Algérie</i>	<i>11</i>
<i>La 1ère ferme aquacole d'Oued Goussine, une expérience réussie</i>	<i>12</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaïve

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Foire du tourisme de Madrid : Intérêt pour le Sud algérien

Source : El Moudjahid

De nombreux opérateurs de voyages et de tourisme étrangers installés en Espagne ont affiché de nouveau un grand intérêt pour la destination Algérie notamment le Sud, a indiqué hier le président directeur général de la chaîne El Aurassi, Lamri Abdelkader, lors de la clôture de la 37e édition de la Foire internationale du tourisme de Madrid. Pour ce faire, a précisé ce responsable, la chaîne El Aurassi est "en train de reconstruire les anciens circuits des Oasis (reconstruit à 60%) et de la Saoura qui représentent un produit fort intéressant pour ce genre de clientèle". "Le circuit démarre d'Alger en passant par les villes de Boussaada, Biskra, Touggourt, El Oued, Goléa. Actuellement l'étape de Ghardaïa manque car, les hôtels sont en phase de rénovation mais, a-t-il expliqué, jusqu'à l'achèvement des travaux de rénovation de nos hôtels nous utilisons des établissements privés". Pour le circuit de la Saoura, "les hôtels sont déjà rénovés par la chaîne El Djazair et la chaîne El Aurassi vient d'entamer les travaux de l'hôtel de Beni Abbès et pour bientôt, celui de Bechar lesquels permettront une bonne reprise", a-t-il souligné. De son côté, le directeur général de l'Office national du tourisme, Slatnia Mohamed Cherif, a souligné que la participation de son organisme à ce grand Salon du tourisme et des voyages de Madrid s'inscrit dans "la promotion de la destination Algérie". Dans ce cadre, a-t-il ajouté "l'ONAT a mis les moyens en ramenant en Espagne toute une panoplie de produits touristiques pour renouer les contacts avec les anciens partenaires notamment espagnols qui travaillent sur la destination Algérie et beaucoup plus pour le sud du pays (Tamanrasset et Djanet)". "De nombreux entretiens ont

eu lieu avec des opérateurs étrangers qui sont invités à visiter l'Algérie", a-t-il précisé. Le tourisme culturel avec tout ce que l'Algérie recèle comme sites archéologiques et le tourisme religieux avec le produit "Saint Augustin", sont d'autres atouts à même de contribuer au développement du secteur du tourisme dans le pays, a-t-il estimé. En effet, le produit "Saint Augustin", attire de plus en plus de touristes espagnols, italiens et français, et en "développant, ainsi que le tourisme balnéaire, ou thermal, le secteur du tourisme algérien connaîtra une véritable relance". En somme, la participation algérienne a été "positive" selon les membres de la délégation algérienne qui ont su mettre en valeur cinq jours durant, la richesse et la diversité du patrimoine national. La qualité des produits de l'artisanat exposés à l'occasion qu'ils soient de la bijouterie traditionnelle, de la céramique ou la maroquinerie ou encore des dattes algériennes ou des gâteaux a subjugué les nombreux visiteurs qui ont découvert l'énorme potentiel dont jouit l'Algérie. La Foire internationale du tourisme 2017 de Madrid qui vient de se clôturer, dimanche, a enregistré la participation de 165 pays de tous les continents représentés par près de 10.000 établissements touristiques, agences de voyages, associations professionnelles et organismes touristiques internationaux.

Mme Tagabou à In-Salah : Préserver l'artisanat traditionnel

Source : El Moudjahid

La ministre déléguée auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, chargée de l'Artisanat, Aïcha Tagabou, a mis l'accent, à In-Salah, sur la nécessité d'aider les femmes artisanes à préserver l'artisanat traditionnel propre à la région. "Il appartient d'œuvrer dans le sens d'aider les

artisanes d'In-Salah, notamment la femme au foyer, à préserver la richesse de l'artisanat traditionnel que recèle cette région du grand Sud du pays", a indiqué Mme Tagabou lors de l'inspection du parc culturel du Tidikelt, relevant du parc national de l'Ahaggar, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya déléguée d'In-Salah. La ministre déléguée a insisté sur la nécessité de tirer avantage des mécanismes d'emplois préconisés par l'Etat dans ce cadre, avant de mettre l'accent sur la coordination entre les associations d'artisanat et les structures hôtelières pour contribuer à la commercialisation des produits de l'artisanat. Le développement de l'artisanat local passe par la promotion du tourisme dans la région qui abrite diverses installations touristiques, outre d'autres qui y sont projetées, ainsi qu'un potentiel touristique inestimable, à l'instar des ksour, de forêts pétrifiées et autres atouts, a estimé la ministre déléguée chargée de l'Artisanat. Mme Tagabou a, en outre, appelé à redoubler d'efforts pour la promotion du potentiel touristique d'In-Salah en vue d'attirer les touristes, notamment nationaux. La ministre déléguée avait, auparavant, inspecté l'hôtel Tidikelt relevant de l'entreprise de gestion touristique EGT-Tamanrasset, d'une capacité de 60 chambres et 120 lits. Cette structure hôtelière fait actuellement l'objet d'une opération d'aménagement pour un financement de 75 millions DA, en plus de la réalisation d'une aile destinée à l'exposition et la promotion des produits de l'artisanat de la région. Localisée à l'entrée de la ville d'In-Salah, cette structure hôtelière, classée trois étoiles et comportant une série de structures d'accompagnement, dont une piscine semi-olympique et des espaces verts, sera rouverte en mars prochain, a-t-on expliqué à la délégation ministérielle. La ministre déléguée s'est également enquis du projet d'un hôtel privé "Badjouda", situé au centre-ville d'In-Salah, d'une capacité de 82 lits, et dont une aile (40 lits) sera mise en

service la semaine prochaine, a-t-on signalé tout en précisant que les travaux du projet sont actuellement à 92% d'avancement. Dans la commune de Foggaret-Ezzoua, Mme Tagabou a pris connaissance, à travers une exposition, de modèles de produits de l'artisanat traditionnel et de l'art culinaire locaux. Elle a, à cette occasion, appelé à vulgariser les plats traditionnels pour la préservation de ce patrimoine, avant de mettre en exergue l'importance de la formation pour la promotion de l'artisanat traditionnel en s'orientant vers des filières de formation dont a besoin la région, notamment dans les services, pour contribuer au développement du tourisme dans cette nouvelle wilaya déléguée.

[Oxford Business Group sur l'Algérie : Agriculture et industrie, clés de l'économie de demain](#)

Source : El Moudjahid

Dans le cadre de la publication de son rapport économique «The Report: Algeria 2016», notamment en ce qui concerne le nouveau modèle de croissance économique, le cabinet d'intelligence économique et de conseil Oxford Business Group identifie l'agriculture et le secteur industriel, comme les domaines, clés de l'économie de demain en Algérie, apprend-on dans un communiqué de presse publié par le cabinet spécialisé. Considérée comme étant la plus «grande » économie des pays du Maghreb, notre pays est aussi le «plus riche» de la région nord-africaine au regard du pouvoir d'achat par habitant, assure OBG qui estime que les hydrocarbures sont le principal «pilier» de l'activité économique depuis des décennies. Toutefois, en raison du ralentissement de la production et des exportations ainsi que de la forte baisse des prix du pétrole depuis le milieu de 2014, le gouvernement a pris une série de mesures pour encourager les investissements dans

d'autres sphères économiques, note le rapport. La baisse des prix du pétrole a été le catalyseur de la réorientation économique de l'Algérie. Grâce à une gestion financière saine, le pays a pu réduire l'impact de la baisse des prix mondiaux du pétrole et déployer les efforts nécessaires pour réorienter son développement et rendre l'investissement plus attractif. Pour le directeur éditorial d'OBG pour l'Afrique, l'Algérie a «subi» l'impact de la baisse soutenue des prix mondiaux du pétrole, notamment en termes de recettes fiscales et de réserves de change, mais les politiques avisées des années précédentes ont contribué, selon lui, à «protéger» l'économie contre des effets plus conséquents. «La conjoncture mondiale complexe des dernières années a également facilité les efforts du gouvernement pour diversifier son développement dans les secteurs secondaire et tertiaire, ce qui devrait produire des résultats significatifs dans les trois à cinq prochaines années», a expliqué à ce sujet Robert Tashima qui se fie aux propos du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika lequel rappelle que la stratégie de l'Algérie fait de la croissance un objectif «permanent» et «prioritaire» et de l'entreprise comme moyen de réalisation. «Tout est fait pour encourager l'investissement et la création d'activité et améliorer l'environnement de l'entreprise. Pour réaliser cet objectif, nous nous sommes attelés à réunir un consensus très large autour de cette question de transformation économique.

Le Gouvernement, les syndicats et le patronnat ont conclu un pacte national économique et social pour la croissance, qui place l'entreprise algérienne au cœur de la démarche de relance et lui fournit toutes les conditions de réussite et de développement», a indiqué Abdelaziz Bouteflika dans un entretien exclusif publié il y a quelques jours dans The Report : Algeria 2016. Parmi les mesures prises pour rendre le marché plus

«attrayant» aux investisseurs étrangers, l'Algérie met notamment l'emphase sur «l'amélioration» de «l'accès» au financement et à l'accès au foncier pour les activités industrielles. «Les services financiers sont aussi en voie de modernisation. Les secteurs de la banque et de l'assurance recherchent de nouvelles façons de répondre aux besoins des PME. De plus, le plus grand pays d'Afrique et même du Bassin méditerranéen cherche à créer de la richesse en accroissant ses exportations, particulièrement à travers le continent africain», considère Oxford Business Group qui affirme que dans cette perspective, l'agriculture est un secteur «clé» à plusieurs égards. «Le potentiel d'augmentation de ses exportations vers l'Afrique et l'Europe est prometteur. Aussi, le secteur agricole a reçu une importante injection de capitaux, de l'ordre de 2,5 milliards d'euros en 2016, dans le cadre de la récente initiative Felaha 2019 qui s'appuie sur le Programme d'investissement public 2015-2019», lit-on encore dans le rapport du cabinet britannique.

2,5 milliards d'euros de capitaux injectés en 2016 au profit de l'agriculture

Pour OBG, l'Algérie vise également à «attirer» de grands investisseurs internationaux, dont des entreprises américaines, et à «développer » des certificats d'origine pour les produits algériens. Le cabinet se réfère cette fois-ci à notre ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et rapporte ses propos. «Le potentiel de développement du secteur agricole est élevé notamment en raison du climat méditerranéen et de l'utilisation restreinte de produits chimiques. Ces atouts offrent la possibilité de produire à longueur d'année des fruits et légumes de qualité ainsi que des produits biologiques», avait expliqué Abdesselam Chelghoum qui a assuré que notre pays est en mesure de produire des biens pour l'exportation».

Par ailleurs, dans le cadre du plan algérien visant à réduire sa dépendance au pétrole et au gaz, 50 nouvelles zones industrielles sont en planification, rappelle le cabinet qui notera que «la priorité sera accordée au développement de la production nationale tout en réduisant les importations industrielles», citant dans la foulée la région de Sétif comme étant l'une des principales zones économiques d'Algérie bien qu'elle ne soit que «peu connue» de la communauté d'affaire internationale.

Le secteur énergétique toujours privilégié

Malgré la diversification économique enclenchée par le gouvernement algérien, le secteur énergétique demeure encore une force motrice pour l'économie, souligne encore Oxford Business Group. « Tout en tentant de freiner l'impact du ralentissement mondial des prix du pétrole et de soutenir la croissance économique, l'Algérie continue de miser sur l'exploitation de ses ressources naturelles en encourageant la production d'hydrocarbures pour compenser la baisse des prix. Plusieurs mesures visant à rendre le marché plus attrayant pour les investisseurs étrangers ont été prises dont la libéralisation du secteur des énergies renouvelables, l'élaboration d'une réglementation claire pour les productions indépendantes d'électricité et la réduction des formalités administratives», explique le document qui soutient que les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique sont des domaines clés pour le développement et l'investissement.

Des infrastructures en expansion

OBG se penche, par ailleurs, sur l'infrastructure de transport algérienne, «en pleine expansion» avec le développement et la modernisation des aéroports, des

ports et des réseaux routiers et ferroviaires. Il relève que «bien qu'une réduction des investissements soit plus susceptible de se produire au cours des prochaines années, de nouveaux modèles de financement pourraient offrir certaines opportunités de croissance». Le cabinet notera que le secteur de la construction a connu une hausse de 5,3% en 2015 grâce à un certain nombre d'investissements importants dans les infrastructures et le logement et rappelle que le bâtiment représente à présent 10,2% du PIB et devrait par conséquent continuer à «offrir» un certain nombre d'opportunités de croissance dans quelques segments clés comme le logement, les infrastructures et l'industrie.

«Le renforcement des investissements en Afrique subsaharienne et la promotion de nouveaux partenariats commerciaux à travers le continent jouent un rôle clé dans la stratégie de développement économique à long terme de l'Algérie», a déclaré à ce propos le PDG d'OBG, Andrew Jeffreys qui a signalé qu'après avoir accueilli le Forum africain d'investissement et d'affaires en décembre dernier, notre pays sera l'hôte du Sommet annuel de l'Alliance des jeunes entrepreneurs du G20 en 2017 qui réunira plus de 1.500 jeunes chefs d'entreprise et cadres.

Suivi de l'accord OPEP-NON OPEP : Satisfaction

Source : El Moudjahid

Le comité de surveillance des accords de l'Opep et de ses partenaires sur la réduction de la production de pétrole se réunissait hier à Vienne en présence, entre autres, du ministre de l'Énergie, Noureddine Boutarfa.

Lors de cette réunion, les ministres doivent aborder la méthodologie et les mécanismes à mettre en place pour concrétiser la mission de monitoring que les pays membres et non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ont confiée à ce comité ministériel co-présidé par le Koweït et la Russie, et dont l'Algérie est membre avec le Venezuela et le Sultanat d'Oman.

Dans sa déclaration à la presse, à son arrivée à Vienne, M. Boutarfa a indiqué que cette réunion serait consacrée aux différentes questions liées au système de monitoring mis en place, notamment «les sources, le planning, les délais et les systèmes d'alerte». «Il y aura également un indicateur sur les exportations, lors de cette réunion», a-t-il affirmé, ajoutant qu'il s'agirait d'une information complémentaire «qui sera demandée aux pays». «Nous allons aussi discuter pour que la question des exportations fasse partie des documents du monitoring», a déclaré le ministre. Il a, en outre, fait savoir que le comité de monitoring devrait se réunir encore à trois reprises avant la prochaine réunion de l'Opep prévue en mai.

Ainsi, il y aura une deuxième réunion du comité en février prochain, a-t-il dit, rappelant que ce comité «a la faculté de convoquer, si nécessaire, une réunion ministérielle extraordinaire de l'Opep».

Par ailleurs, M. Boutarfa a confirmé que l'Algérie avait réduit plus que son quota de baisse de production, soit plus de 50.000 barils/jour. La production pétrolière algérienne actuelle tourne autour de 1,027 million de barils par jour, a-t-il précisé. Pour rappel, la proposition de constitution du Comité ministériel de suivi de l'accord Opep-non Opep est l'une des composantes de la proposition algérienne adoptée par les pays Opep et

non Opep lors de la réunion de décembre dernier à Vienne.

Ce comité est composé de représentants de l'Algérie, du Koweït et du Venezuela et de deux représentants de pays non-Opep (Russie et Oman). Pour sa part, le ministre saoudien de l'Énergie Khaled al-Faleh a souligné que les producteurs avaient déjà diminué leur mise sur le marché de 1,5 million de barils par jour, selon l'agence Bloomberg.

Son homologue russe, Alexandre Novak, était également optimiste, disant que Moscou était «en avance sur ce qui était prévu» et faisait «de son mieux pour maximiser sa participation», toujours selon Bloomberg. L'accord conclu le 10 décembre pour six mois et entré en vigueur le 1er janvier prévoit qu'une dizaine de pays non-Opep, dont la Russie, doivent réduire leur production de 558.000 bj.

Parallèlement, dans un accord en novembre, les pays de l'Opep ont prévu une baisse de production de 1,2 mbj. Cette réduction globale de 1,8 mbj a pour but de désengorger le marché du pétrole et faire remonter les prix.

Alimentation : Nouvelles normes de contrôle

Source : El Moudjahid

Le ministère du Commerce a adopté de nouvelles méthodes d'analyses des produits alimentaires sensibles et de large consommation, en conformité aux normes internationales les plus récentes en la matière, a indiqué à l'APS, un responsable auprès de ce ministère. Au total, 72 méthodes d'analyses de l'Organisation internationale de normalisation (ISO)

relatives aux produits alimentaires en majorité ont été officialisées par des arrêtés ministériels, dont 67 ont déjà été publiés, tels ceux portant sur la détermination du PH (acidité) des denrées alimentaires en conserve, alors que les 5 autres le seront prochainement, précise le directeur des laboratoires d'essais et d'analyses de la qualité au ministère, Ramdane Bousnadji. Selon le même responsable, le développement enregistré dans l'industrie agroalimentaire locale s'est traduit par la mise sur le marché d'une grande diversité de produits. Or, poursuit-il, «si un grand nombre de ces produits répond aux normes réglementaires, il n'est pas exclu de rencontrer des produits de qualité douteuse ou présentant un éventuel risque pour la santé du consommateur». À ce propos, il relève que la falsification d'un aliment ou d'une boisson peut prendre plusieurs formes : contamination par des agents extérieurs, non-conformité avec la composition réglementaire ou contrefaçon du procédé de fabrication. De ce fait, ajoute-t-il, les services de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes sont confrontés à des problématiques différentes et doivent, en conséquence, adapter leurs outils et prendre en charge ces différents aspects de contrôle. Ils sont également amenés à renforcer et à moderniser l'outil analytique à différents échelons : instruments de mesure, moyens de prélèvements, méthodes d'analyses... De ce fait, l'élargissement de l'utilisation de ces procédures analytiques (méthodes d'analyses) à l'ensemble des laboratoires d'analyse de prestation de services ou d'autocontrôle contribue à l'amélioration de la qualité des produits à travers la fiabilité et la crédibilité de leurs résultats d'analyses, avance M. Bousnadji.

Que faire des 300.000 tonnes de déchets spéciaux par an ?

Source : El Moudjahid

Peu suffisamment recyclés, les déchets industriels peuvent être utilisés comme une source d'énergie électrique et pour produire la chaleur dans les cimenteries à travers un procédé appelé «co-incinération» ou valorisation énergétique.

Près de 300.000 tonnes de déchets spéciaux sont générées annuellement, soit un potentiel important à exploiter. Ce chiffre avancé par le directeur de la politique environnementale industrielle au ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, Karim Baba, renseigne sur l'importance du recyclage, très faible de nos jours, de ces matières, constituant une préoccupation majeure des pouvoirs publics. Le développement des activités liées à ce créneau, a-t-il expliqué, peut contribuer à augmenter les exportations hors hydrocarbures. Présentant de leur composition ou de leurs propriétés, un danger pour la santé humaine ou pour l'environnement, ces produits doivent subir un ensemble de traitements appropriés pour en réduire la toxicité et le risque de contamination. Ils nécessitent des filières spécifiques de collecte, transport, traitement, recyclage et élimination. Les déchets industriels, souffrant eux également de manque de recyclage, peuvent aussi être utilisés comme une source d'énergie électrique et pour produire la chaleur dans les cimenteries à travers un procédé appelé «co-incinération» ou valorisation énergétique. À ce sujet, il y a lieu de souligner qu'un projet-pilote a été réalisé par le ministère de l'Environnement avec le groupe français Lafarge. Une deuxième expérience avec le Groupe industriel public des ciments d'Algérie (Gica) est en vue. Les différents participants au 1er Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets industriels ont relevé la nécessité d'encourager l'investissement dans les nouvelles activités et la

création de nouvelles entreprises dans ce domaine. Une quinzaine de textes d'application et un Plan national de gestion des déchets spéciaux (Pnagdes) ont été mis en place pour organiser la collecte, le transport et le traitement de ces déchets issus principalement des activités industrielles. Un autre Pnagdes est en cours d'élaboration pour donner une vision économique à la gestion des déchets et inciter les industriels à investir dans ce créneau. S'ajoute la stratégie mise en place pour sensibiliser contre le dépôt anarchique des déchets, la promotion des métiers liés à la gestion des déchets industriels et la mise en place de filières de collecte et de valorisation. Mais cela ne peut suffire sans l'implication de tous les maillons concernés. Concernant les huiles usagées, on précise que Naftal, ainsi qu'une dizaine d'opérateurs privés activent dans leur collecte et les exportent vers le Danemark et la Grèce, deux pays qui possèdent des unités de régénération de ces produits pour les mettre une deuxième fois sur les marchés. «Il y a cinq opérateurs qui sont même intéressés par la régénération de ces huiles en Algérie et attendent les agréments du ministère de l'Énergie», avait souligné M. Baba. Le recyclage des pneus usagés, la valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques constituent, également, des créneaux porteurs.

Trois plateformes de compostage en voie de création dans l'ouest du pays

Source : Le Soir d'Algérie

Le recyclage des déchets verts et organiques sera bientôt consolidé par la création de trois plateformes de compostage au niveau de la région ouest du pays, a-t-on appris hier à Oran de la directrice du Développement de l'économie verte au sein de l'Agence nationale des déchets (AND).

«L'opération qui intervient dans le cadre d'un programme de coopération algéro-belge porte sur l'installation de trois plateformes de compostage dans les wilayas de Mascara, Mostaganem et Sidi-Bel-Abbès», a précisé Mme Amal Asma dans une déclaration à l'APS en marge de la 1re journée du 2e Atelier national sur le compost.

«Cette initiative, menée en partenariat avec les collectivités locales et les EPIC-CET (Centres d'enfouissement technique), évolue actuellement au stade de l'acquisition des équipements», a-t-elle expliqué à l'occasion de la rencontre qui se tient trois jours durant à la salle de conférences du complexe touristique Les Andalouses.

«Les précédentes étapes ont consisté en le choix des sites devant abriter les plateformes, en l'identification des générateurs de biodéchets et en l'estimation du potentiel à récupérer (gisement captable)», a fait savoir cette responsable, signalant aussi l'organisation d'une formation sur le compostage et une visite de l'unité pilote de Hassi Bounif (Oran) au profit des cadres concernés. Mme Asma a également donné une communication mettant en relief d'autres actions de l'AND comme l'accompagnement technique des institutions et collectivités, la sensibilisation du grand public, la constitution d'un Système national d'information sur les déchets (SNID), et la création d'une Bourse des déchets.

L'atelier national d'Oran est organisé par le laboratoire de recherche Innovation des produits et systèmes industriels» (IPSIL) de l'École nationale polytechnique d'Oran (ENPO) en partenariat avec l'AND et le Bureau «R20» pour la région méditerranéenne (R20 Med, basé à Oran).

Une quarantaine de cadres, dont des directeurs de CET, des représentants de collectivités locales, des Directions de l'environnement, de la formation professionnelle et de l'agriculture participent à cette rencontre aux côtés d'autres partenaires à l'instar des chercheurs universitaires.

La première communication a été donnée par le directeur du laboratoire IPSIL de l'ENPO, le Pr Tawfik Benabdallah qui a fait présentation des grandes réalisations de ses équipes de recherches, dont la création de la première imprimante algérienne en trois dimensions (3D), et des actions concrétisées ou en voie de l'être au titre du développement durable.

En plus des travaux scientifiques sur les déchets et des ateliers de formation, ce laboratoire s'est assigné une feuille de route visant, entre autres, à l'élaboration d'une base de données fiable sur les gisements des CET. Le Pr Benabdallah a, en outre, fait part de la préparation d'une rencontre méditerranéenne sur la gestion des CET. De son côté, le directeur du R20 Med, Rachid Bessaoud, a notamment insisté sur l'importance de cet atelier, soulignant que les objectifs ne se limitent pas à cerner les mécanismes de production de compost, mais aussi à insuffler une dynamique à cette activité de recyclage. La 2e journée des travaux, aujourd'hui, sera consacrée au partage d'expérience entre différents opérateurs à l'instar des directeurs des CET de différentes wilayas du pays ainsi qu'à la présentation de l'unité pilote de production de compost implantée au CET de Hassi Bounif (Oran).

[Près de 60 projets touristiques renforceront le parc hôtelier d'Alger d'ici à 2019](#)

Source : Maghreb Emergent

Près de soixante (60) nouveaux projets touristiques à exploiter en 2019, viendront renforcer le parc hôtelier de la capitale, a annoncé le directeur du tourisme d'Alger, Salah Ben Akmour.

En application du plan stratégique d'Alger (2012-2035), la réalisation des 57 projets touristiques retenus se poursuivait à un rythme "excellent" dans le cadre du renforcement du parc hôtelier, d'élargissement de la capacité d'accueil et de création d'emplois, a déclaré à l'APS M. Ben Akmour.

Il a précisé à ce propos, qu'une commission ministérielle a effectué récemment une visite d'inspection pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de réalisation des hôtels au niveau de la capitale. Une visite dont l'objectif premier consiste à moderniser les données et cerner les entraves qui se dressent devant la finalisation des projets qu'elles soient d'ordre administratif, technique ou financier.

Il a rappelé également que ces établissements devront accroître la capacité d'accueil touristique au niveau de la wilaya avec un total de 12 000 lits et créer 9000 emplois environ à la faveur d'un budget de 130 milliards de DA, faisant remarquer que les travaux de réalisation se situaient entre 30 et 70%.

La réception est, elle, prévue en 2017/2018 alors que l'exploitation définitive interviendra en 2019, a-t-il encore dit.

D'autre part, M. Ben Akmour a souligné la concrétisation d'un plan directeur d'aménagement touristique dans le but d'établir le "foncier touristique" qui accuse un "grand déficit", relevant que 5 régions

ont, d'ores et déjà, été choisies en vue d'une extension touristique dont Sidi Fredj, Zeralda est-ouest, Palm Beach et d'autres au regard de leurs naturels, historiques et culturels.

Il a relevé dans ce sens, que la capitale comptait parmi les destinations touristiques les plus prisées d'autant plus qu'elle connaissait depuis peu, d'autres formes de tourisme dont le "tourisme des affaires" et les "conférences" avec un nombre global de 2 millions de touristes cette année.

Il a appelé à cet effet, à encourager l'investissement dans le secteur touristique et à s'ouvrir aux initiatives du secteur privé tout en tenant compte du professionnalisme et du rôle de l'Etat en matière de contrôle et de réglementation.

Ainsi, un budget de 60 millions de DA a été dédié à la réalisation d'études sur ces régions outre le plan directeur d'aménagement touristique qui délimitera des parcelles foncières que la wilaya cèdera à l'investisseur conformément à un cahier des charges et ce en 2017.

Selon le même responsable, la modernisation du secteur touristique tendait à faire du tourisme une source de revenu à travers la promotion de la destination Algérie.

Au titre des projets d'aménagement et d'extension des hôtels, il a rappelé que la wilaya avait retenu des projets de réaménagement et modernisation de 20 établissements hôteliers relevant du secteur public afin d'augmenter leur capacité d'accueil et d'améliorer leurs prestations.

Des travaux de réhabilitation sont également en cours en vue d'une adaptation aux critères internationaux pour une livraison dans un délai de 24 mois.

Entre autres établissements concernés par l'opération de modernisation et de réhabilitation, figurent les entreprises d'hôtellerie et de gestion touristique publiques de Zeralda et Sidi Fredj ainsi que le centre de thalassothérapie et l'entreprise de gestion hôtelière du Centre et l'hôtel Sable d'or, Essafir et Albert I.

600 agences touristiques et création de 5 ZET

Durant la saison estivale 2017 et conformément à un cahier des charges précis, a été octroyé le droit d'exploitation touristique des plages au nombre de 12, situées dans la zone d'extension touristique (ZET) de la capitale dans le cadre de la loi régissant cette opération et définissant les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristiques des plages ouvertes à la baignade, a confié M. Ben Akmour.

Il a ajouté que le nombre d'agences de tourisme avait augmenté l'année écoulée passant de 400 en 2015 à 600 générant 7000 emplois.

Par ailleurs, le même responsable a estimé important la diversification des destinations et des parcours touristiques proposées tant aux touristes étrangers que locaux dans le but de susciter une compétitivité entre le tourisme thermal, culturel, saharien, côtier et le tourisme dans les montagnes.

Evaluant la saison estivale de l'année 2016, il a ajouté estimé qu'elle était "réussie à plus d'un point" avec plus de 4,5 millions d'estivants ayant fréquenté les 72 plages ouvertes à la baignade.

Quelque 4 000 emplois ont été créés par la même occasion, a-t-il enfin conclu.

Le rythme d'inflation annuel à 6,4% jusqu'à décembre 2016

Source : Maghreb Emergent

Le rythme d'inflation annuel s'est établi à 6,4% jusqu'à décembre 2016, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Le rythme d'inflation en glissement annuel jusqu'à décembre 2016 représente l'évolution de l'indice des prix à la consommation sur la période allant tout au long des douze (12) mois de 2016 par rapport à ceux de 2015.

S'agissant de l'évolution mensuelle, qui est l'indice brut des prix à la consommation en décembre 2016 par rapport à novembre 2016, elle a été de 0,19%, résultant essentiellement de l'augmentation des prix des produits alimentaires (+0,13%) et des biens manufacturés (+0,34%).

Quant à la variation annuelle des prix à la consommation, c'est-à-dire la croissance des prix en décembre 2016 par rapport à décembre 2015, elle a enregistré une hausse de près de 7%.

Par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont augmenté de 4,3% en décembre 2016 par rapport au même mois de 2015 (3,7% pour les produits agricoles frais et 4,91% pour les produits agroalimentaires).

Concernant l'habillement et chaussures, les prix ont grimpé de 13,7% entre les deux périodes de comparaison, alors que ceux des meubles et articles d'ameublement ont haussé de 5,2%.

Concernant les prix relatifs aux logements et charges y afférentes, ils ont connu une croissance de 5,81%, tandis que pour les transports et communications, les prix se sont renchérissés de 13,14% en décembre 2016 par rapport à un an plus tôt.

Pour les prix relatifs à la santé et hygiène corporelle, ils ont aussi augmenté de 5,7%, indique l'ONS.

Seuls les prix liés aux loisirs, culture et éducation ont enregistré une baisse qui a été de l'ordre de 6,07%.

Pour rappel, la Loi de finances 2016 a prévu une inflation de 4%.

Hausse du nombre de conteneurs débarqués au port d'Alger en 2016

Source : APS

Au total 285.779 conteneurs ont été débarqués au port d'Alger en 2016, soit 6.937 conteneurs de plus par rapport à 2015 lorsque leur nombre était de 278.842, enregistrant une hausse près de 2,5%, a indiqué dimanche la direction régionale des douanes d'Alger Port.

"Le nombre de conteneurs débarqués au port d'Alger en 2016 a augmenté de 6.937 conteneurs par rapport à celui enregistré en 2015, représentant une hausse de 2,49 %", a déclaré Zoubir Alaoui, directeur régional des douanes d'Alger Port à l'occasion d'une journée portes ouvertes sur l'institution.

Le directeur a ajouté que les conteneurs transférés du port d'Alger en 2016, vers les ports-secs et les entrepôts sous-douane représentent 81,92 % sur l'ensemble des

conteneurs débarqués, faisant du port "un lieu de transition et non un lieu de stockage".

Quant au trafic de car-ferries, ils étaient de 177 à être enregistrés à l'arrivée et autant au départ en 2015 contre 161 à l'arrivée et autant au départ en 2016 (-9%) alors que le nombre de passagers a augmenté dans les deux sens passant de 184.302 passagers en 2015 à 218.255 en 2016 (+18%).

Malgré cette hausse, le délai de traitement des passagers est d'une heure et sept minutes, souligne le directeur.

Il a ajouté que les formalités douanières de départ et d'arrivée sont effectuées à bord des car-ferries. "Le voyageur effectue les formalités pour la délivrance de documents de passage en douane lors de la traversée en bateau que ce soit pour Alger-Alicante ou Alger-Marseille", a-t-il dit.

Le directeur a déclaré qu'il y aura d'autres améliorations pendant la saison estivale de 2017 grâce à de nouveaux textes réglementaires "qui ne sont pas encore prêts".

"L'objectif des facilitations est de permettre aux membres de la communauté algérienne à l'étranger de venir passer leurs vacances en Algérie en toute quiétude et ce dans le cadre de l'amélioration du service public en ce qui concerne les voyageurs", a-t-il précisé.

Pour ce qui est du commerce extérieur (hors régime particulier), le directeur a indiqué que les déclarations d'exportation étaient de 1.732 en 2016 contre 1.396 en 2015 (+24%) alors que les déclarations d'importation enregistrées ont baissé de 21.494 en 2015 à 21.599 en 2016.

Le nombre global des déclarations souscrites au niveau des bureaux des douanes d'Alger Commerce et d'Alger Régimes Particuliers en 2016 a enregistré une augmentation de 2.820 déclarations par rapport de celui de 2015.

Le bilan des opérations de commerce extérieur via le port d'Alger a enregistré, en termes de valeur, une diminution en passant de 525.153.392.615 DA en 2015 à 490.975.328.744 DA en 2016 (-6,5%), a détaillé M. Alaoui.

Les principales marchandises exportées via les bureaux des douanes d'Alger Port sont notamment des produits alimentaires (dattes, beurre, biscuits, boissons gazéifiées, des jus et caroubesà), des biens d'équipement industriels.

En termes de valeur, les exportations ont réalisé en 2016 une recette globale de 69.980.243 dollars, soit une augmentation de 51,27 % à celle réalisée en 2015 (46.264.542 dollars).

Toutes ces activités ont permis un recouvrement de 124 milliards DA en 2016, soit moins qu'en 2015 avec 126 milliards DA à cause de la baisse de certaines importations comme celle du rond à béton ayant baissé de plus de 30%, selon le bilan.

Les avantages fiscaux sont aussi en baisse de 13 % en 2016 par rapport à 2015.

S'agissant des articles retenus pour soupçon de contrefaçon, ils ont totalisé 857.812 articles en 2016 contre 16.138 en 2015. A titre d'exemple, il y a eu 200.000 chargeurs de téléphone portable dans ce cas.

Enfin, la direction a traité 60 affaires liées à l'infraction de change avec une saisie de 8,7 kg de bijoux en or d'une valeur de 217 millions DA.

Vers l'interdiction de l'importation des agrumes durant la période de récolte

Source : APS

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune a donné dimanche à Alger, des instructions pour l'interdiction de l'importation de toute sorte d'agrumes durant la période de récolte, indique un communiqué du ministère.

Intervenant lors d'une réunion de coordination élargie au ministère du commerce, le ministre a appelé à la prise des mesures nécessaires pour "l'interdiction de l'importation de toute sorte d'agrumes durant la période de récolte, quelle qu'en soit l'origine", précise la même source.

M. Tebboune a mis l'accent sur la nécessité de réduire la facture des importations vu la disponibilité de produits locaux de même qualité, insistant sur l'impératif respect des normes concernant les produits importés, ajoute le communiqué.

Il a insisté sur l'impératif de fixer des normes rigoureuses concernant les produits importés notamment les produits électroménagers, électroniques et autres produits de large consommation.

Le ministre qui a accordé un délai d'un mois pour définir ces normes, a précisé que ces normes seraient appliquées à l'avenir en matière d'importation.

M. Tebboune a instruit les cadres du ministère à l'effet d'intensifier le travail pour aplanir les entraves que connaît le secteur, et ce dans l'intérêt des citoyens, conclut le communiqué.

Pêche : Près de 100 agriculteurs formés en 2016 à la pisciculture

Source : Transaction d'Algérie

Près de cent (100) agriculteurs ont été formés en 2016 à la pisciculture en vue d'améliorer la disponibilité des produits de la pêche et de l'Aquaculture pour la consommation alimentaire, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de la pêche de la wilaya d'Alger.

La pisciculture intégrée à l'agriculture consiste à l'introduction de l'élevage de poissons dans un milieu à vocation agricole. Le procédé consiste à développer les deux activités, parallèlement ou séquentiellement, en bénéficiant des avantages de l'une pour l'autre, indique-t-on. Ces agriculteurs formés à la pisciculture ont été identifiés et pris en charge par la direction de la pêche de la wilaya d'Alger, a précisé la même source à l'APS. Plus de 40 agriculteurs et agents de vulgarisation ont été formés dans ce cadre à l'Institut national supérieur de la pêche et de l'aquaculture et 50 autres, issus de la commune de Ghardaïa l'ont été, quant à eux, à l'école de Formation Technique en Pêche et Aquaculture de Cherchell, selon la même source. S'agissant des avantages de la pisciculture intégrée à l'agriculture, il a été relevé que l'intégration de la pisciculture à l'agriculture permettra de garantir un apport supplémentaire en protéine, la diversification des revenus de l'exploitation agricole et l'amélioration de la qualité de vie des agriculteurs, notamment dans les petites exploitations. Elle permettra aussi la valorisation

de l'utilisation des plans d'eau, naturels et artificiels, la réduction du coût du poisson et l'accroissement des rendements agricoles de l'exploitation ainsi que le développement d'une agriculture bio et durable, explique-t-on. Afin de développer les moyens et les instruments de gestion durable et protéger les ressources halieutiques, des concours de pêche à la palangrotte ont été organisés au port d'El Djamilia et une Campagne intensive de vulgarisation (CIV) sur la pisciculture intégrée à l'agriculture s'est déroulée dans les communes de Zéralda, Staoueli, Chéraga, Ouled Fayet, Ain Benian, Baraki et Sidi Moussa, a souligné la direction. S'agissant des ports d'Alger, la direction de la pêche de la même wilaya a rappelé que la flottille de pêche de ces ports comporte 52 Chalutiers, 91 Sardiniers, 150 Petits métiers et 1 Thonier, ajoutant que le secteur de la pêche présente des potentialités importantes de diversification de l'économie et de création d'emploi.

27 éditeurs algériens au 48e Salon du livre du Caire

Source : APS

L'Algérie devra être représentée par 27 maisons d'édition au 48e Salon international du livre du Caire (Egypte) prévu du 26 janvier au 10 février, a indiqué à Alger le directeur général de l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG).

Hamidou Messaoudi a précisé à l'APS que plus de 800 titres seront présentés à ce rendez-vous littéraire, estimant "très faible" la participation des maisons d'édition algériennes qui "manquent, pour la plupart, de culture de participation" aux foires internationales du livre pour promouvoir leurs publications et les écrivains algériens, selon lui.

L'Algérie compte quelque 400 maisons d'édition, spécialisées en majorité dans le livre en arabe tous genres confondus.

Le DG de l'ENAG, également commissaire du Salon international du livre d'Alger (SILA), a rappelé que l'Egypte participe en force chaque année au SILA dont elle était l'invitée d'honneur en 2016, avec plus 100 maisons d'édition présentes.

D'autre part, l'écrivaine algérienne Hanine Omar, prendra part aux activités prévues en marge de ce salon. S'intéressant au patrimoine et la critique littéraire, elle a édité plusieurs ouvrages dont "Indama tabtassim el malaika" (Quand les anges sourient), un roman sorti en 2003, et deux recueils de poésie parus en 2009 et 2010.

Plus de 800 éditeurs de 35 pays dont le Maroc, invité d'honneur, sont attendus au 48e Salon du livre du Caire.

L'édition 2018 devra accueillir l'Algérie en invité d'honneur, selon les déclarations du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, au dernier SILA.

COMMERCE

La SNTF espère un équilibre financier en 2023

Source : L'Econews

Le directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Yacine Bendjabalah a indiqué que la société a entamé une stratégie pour diminuer les pertes sur le plan financier et atteindre l'équilibre d'ici 2023.

«La SNTF subit des pertes financière depuis des années, toutefois, elles sont encours de diminution», a souligné Bendjabalah qui était l'invité de la radio ce matin. A titre d'exemple, il a indiqué que la société « a diminué sa perte de 6 milliards de dinars, en 2014 à 4 milliards en 2016, et elle vise à atteindre l'équilibre d'ici 2023. Pour cela, il a considéré que « la relance du transport de marchandises est vital pour la réalisation de bénéfice à la SNTF».

Par ailleurs, le directeur général de la SNTF a souligné que les dernières intempéries qu'a connues le pays cette semaine ont perturbé un tiers du trafic ferroviaire sur le territoire national, mais ce n'est pas pour autant que la SNTF a annulé les départs. Il a précisé que suite à cette situation, la mobilisation des agents de la société a permis d'assurer tous les départs.

« Tous les wagons sont en cours de réhabilitation pour être prêts d'ici la fin de l'année pour offrir un service meilleurs, avec des moyens moderne, notamment pour les lignes à grandes distances reliant le Sud et l'Est de pays » a déclaré Bendjabalah. Selon lui, « la ligne de Béchar est la plus concernée par ce dispositif, vu la dégradation avancée des wagons».

Dans ce sens, le système autorail, touchera d'ici la fin de l'année toutes les lignes. «Nous avons acquis 17 autorails qui seront mis en service d'ici janvier 2018.» Il a rappelé que la nouvelle ligne reliant Zeralda à Birtouta, qui est « une ligne moderne enregistre un record de voyageur dépassant la barre de 2 000 par jour. Une demande qui risque d'augmenter avec les nouvelles résidences qui s'installent dans la région Ouest de la capitale», a-t-il indiqué. Par ailleurs, Bendjabalah a confirmé que « le projet de la ligne entre Thenia et Tizi-Ouzou entrera en opération en avril prochain », comme annoncé par le ministre du secteur. Un projet «qui a

connu un retard de trois ans, ce qui est insupportable pour les voyageurs de la région», avait souligné le ministre. «Les essais débuteront en février» a-t-il ajouté. Cette ligne très attendue est «très stratégique pour nous, puisque, elle peut ramener jusqu'à 20% des passager supplémentaire pour la société» a estimé le Bendjabalah. Ce dernier a signalé aussi que la société se prépare sur tous les plans « formations et équipements pour la réception de nouvelles lignes ».

D'autres projets sont encours de lancement, et qui lient les grandes usines aux ports à l'instar de celui entre El Hadjar, la mine d'El Ouenza et le port d'Annaba, et celui de Bellara au port de Djendjen a encore expliqué le directeur de la SNTF.

S'agissant du mode de paiement électronique lancé récemment suite à la convention signée avec la Banque nationale d'Algérie pour la fourniture des TPE, le Dg de la SNTF a indiqué que «ce genre de paiement est généralisé, et il sera étendu pour les détenteurs des cartes de paiement postales».

Par ailleurs, «la réservation et le paiement par internet sera lancé en février prochain. Nous sommes en phase de finalisation avec la Satim (Société d'Automatisation des Transactions Interbancaires et de Monétique). Une application pour des solutions rapides est encours de négociations avec un opérateur téléphonique et sera bientôt.

[Groupe Arem: les Tunisiens prêts à investir en Algérie](#)

Source : L'Econews

Ayant déjà une longue expérience dans le secteur du tourisme, le PDG du groupe Arem, que nous avons

rencontré en Tunisie, à l'occasion d'un Eductours organisé par NewSun Travel et l'agence Arij vers l'île de Djerba, indique dans cet entretien que l'Algérie devrait se lancer dans la réalisation des hôtels de divertissement et de loisirs, tout en rappelant qu'il a tenté d'investir en Algérie dans le tourisme mais ses tentatives ont été vaines.

L'Econews : Pouvez-vous nous présenter votre groupe ?

Jamel Arem : Créée en 1979, le groupe Arem, opère dans divers secteurs. Tout au long de son parcours, Arem group a opté pour une stratégie de diversification dans des domaines d'activités stables et rentables. Nous avons pu créer des synergies et nous positionner en tant que leader dans des secteurs aussi variée que l'industrie, le commerce, la promotion immobilière et le tourisme. Pour ce qui concerne ce dernier secteur, nous avons investi pour trois hôtels implantés dans les meilleurs sites de Tunisie, à savoir deux à Djerba même (Hôtel Diana Beach : hôtel 4 étoiles, un 4 étoiles de 396 chambres ; et Meridiana, un 3 étoiles de 277 chambres et à Hammamet Sud (Lella Baya, un 4 étoiles de 235 chambres et 10 suites).

Quelles sont les nouveautés pour les touristes, notamment les Algériens, pour l'année en cours ?

Je tiens d'abord à remercier nos frères Algériens qui nous ont soutenus dans les moments difficiles. Ils étaient les premiers à réagir en faveur des Tunisiens après tous ce qui s'est passé dans mon pays. Aussi, je tiens à annoncer que nous avons prévu des promotions pour les touristes algériens qui peuvent atteindre les 20%. Mais à condition que les agences de voyages, avec

lesquelles nous travaillons respectent leurs engagements de ne pas exploiter ces baisse à leur compte.

Avez-vous déjà essayé d'étendre votre investissement en Algérie dans le domaine du tourisme ?

Oui effectivement, nous avons tenté de nous implanter en Algérie à travers un projet touristique, mais en raison de la cherté du foncier, notamment dans la wilaya d'Alger et ses environs, nous n'avons pu conclure les négociations. Aujourd'hui, si l'Etat algérien est prêt à s'engager dans ce projet, nous serons également disposés à réaliser des projets plus importants que ceux de Tunisie et à des prix très compétitifs. Nous pouvons réaliser des projets avec des matériaux de construction fabriqués localement qui reviennent moins chers que ceux importés. C'est une question de culture, de tradition et d'identité, dont l'Algérie est très riche. Donc nous devons mettre en valeur ce que l'Algérie possède en matière de ressources naturelles et culturelles.

Comment avez-vous trouvé le secteur de tourisme en Algérie ?

Je suis allé à Alger, j'ai trouvé que le secteur de tourisme souffre dans tous les sens à savoir les services et la cherté des prix. Ce qui manque vraiment en Algérie ce sont les établissements hôteliers de divertissement et de loisirs qui se situent dans les régions côtières. C'est ce genre de complexes touristiques équipés de Thalassos que les clients (algériens et étrangers) cherchent. Aujourd'hui en Algérie, il existe beaucoup plus des hôtels de business. Mais je ce que je propose, c'est de s'orienter vers d'autres genres de tourisme. Et la Tunisie peut accompagner l'Algérie à travers son expertise et son savoir-faire dans le secteur du tourisme. Ainsi, je rappelle que la Tunisie a été aux côtés

de l'Egypte dans la création de sa destination de Sharam Echeikh. Idem pour la Turquie. La Tunisie a une histoire dans le tourisme où elle a créé ses destinations. Le Maroc a suivi la même expérience tunisienne. Le tourisme est très important pour l'économie de tout pays car les hydrocarbures ne sont pas éternels.

Donc vous accrochez toujours à votre projet en Algérie ?

Oui personnellement je crois énormément en les compétences de l'Algérie dans le secteur du tourisme. Je tiens également à contredire ceux qui disent que l'Algérien n'est prêt pour le tourisme car je tiens beaucoup à nos frères algériens qui visitent la Tunisie. Il faut d'abord commencer et se lancer car le peuple algérien a vraiment besoin de ces ères de divertissements.

N'avez-vous pas pensé d'aller investir dans les wilayas de l'intérieur de l'Algérie, notamment dans le tourisme thermal ?

Ce que je peux dire dans à ce sujet, c'est de commencer dans un premier temps dans la réalisation de ces projets touristiques dans les régions très sécurisées à savoir Alger et ses environs. Si le projet réussi il sera élargi à travers les autres régions du pays. L'expérience tunisienne a été très encourageante. D'ailleurs l'Etat a réservé les meilleures régions et accordé des assiettes foncières aux investisseurs. C'est la même chose pour le tourisme à Dubaï, qui a débuté avec le projet de Jomaira qui a été suivi par d'autres non moins importants.

Etes-vous prêt à investir en Algérie avec la règle 51/49 ?

Oui n'est pas un problème, mais il constitue toutefois un obstacle. Car un si les associés ne s'entendent pas, cela peut créer des problèmes pour l'investisseur étranger. Ce que je propose, c'est de réaliser des projets en commun avec l'Etat algérien. L'essentiel est qu'ils soient réussis, car notre objectif n'est pas de gagner de l'argent en Algérie, mais juste transférer notre savoir-faire en la matière.

Combien coûte un projet comme le Méridiana ?

Les coûts des établissements hôteliers sont très variables, et dépendent toujours des prix du foncier. Mais si nous parlons de l'immeuble, cela peut attendre les 30 millions de dollars.

[La 1ère ferme aquacole d'Oued Goussine, une expérience réussie](#)

Source : Algérie Eco

La première ferme aquacole marine spécialisée dans l'élevage de poisson en cages flottantes, au large de l'Oued Goussine, dans la daïra de Beni Haoua, est considérée comme la première expérience du genre à Chlef "couronnée de succès".

"La toute première production de cette ferme d'élevage est attendue pour juillet prochain, avec une prévision d'atteindre 450 tonnes de poissons", selon les responsables en charge du projet.

Selon le propriétaire de cette ferme, Mahfoud El-Mokretar, qui a affirmé avoir reçu toutes les facilitations nécessaires pour le succès de son projet, de la part des autorités concernées, "le choix de cette filière a été dicté par la baisse enregistrée, ces dernières années dans la région, dans la production halieutique".

Il a en outre exprimé son "ambition d'agrandir le projet, avec quatre (4) cages flottantes/an", sachant qu'il dispose actuellement de huit (8) cages, au niveau desquelles il a procédé à l'ensemencement de deux (2) millions d'alevins, avec une prévision de production de 450 tonnes de poisson durant cette année, avant d'atteindre les 750 tonnes en 2018.

Ce promoteur n'a pas manqué d'encourager les investisseurs à investir dans ce "domaine porteur" au vue des facilitations multiples qui y sont assurées par l'Etat, a-t-il affirmé.

A l'instar des autres fermes aquacoles du pays, la ferme d'Oued Goussine est spécialisée dans la production de la daurade et du loup de mer, mais surtout des moules, qui sont très appréciées dans l'ouest du pays.

Au-delà de ce succès de l'aquaculture en cages flottantes, une autre perspective, non moins prometteuse, se dessine pour la filière. Il s'agit de l'ensemencement d'alevins dans les bassins agricoles, une activité qui promet beaucoup dans la région, car en plus d'accroître la production piscicole, à Chlef, elle est dotée d'un grand intérêt pour les agriculteurs locaux, qui verront leurs bassins d'irrigation enrichis en engrais naturels, forts bénéfiques pour leurs terres et cultures.

Réception en 2017 de 4 nouveaux projets en aquaculture

La filière aquacole à Chlef promet des perspectives énormes au vue des capacités importantes dont dispose la région pour en soutenir la promotion, dont un littoral de 129 km, un port commercial à Ténés et trois abris de pêche à Beni Haoua, Sidi Abderrahmane et El Marsa d'une capacité globale de 315 embarcations.

Selon le directeur de la wilaya de la pêche et des ressources halieutiques, Abed Abderrahmane, "le lancement véritable de l'activité aquacole à Chlef a commencé début 2014, dans le cadre du programme national 2014-2020 portant réalisation de 190 projets en la matière au niveau de toutes les wilayas du pays".

Quatre (4) projets de fermes aquacoles sont attendus à la réception, dans les prochains mois (de avril à mai) sur les côtes de Beni Haoua, Sidi Abderrahmane et El Marsa, a-t-on appris du même responsable.

Abed a ajouté que l'opération de réalisation de ces projets est inscrite dans le cadre de la politique du Gouvernement qui encourage l'investissement local créateur de richesse, d'autant plus que cette politique est soutenue, sur le terrain "par les mesures incitatives décidées par les pouvoirs publics, comme la bonification des taux d'intérêt, la réduction des droits de douanes et l'accès au foncier, soit autant de facteurs favorisant le développement de cette filière", a-t-il affirmé.

Il s'agit d'une ferme aquacole à Beni Haoua, prévoyant la production grâce à 24 cages flottantes, de 600 à 1000 tonnes de poissons (de différents types), au moment où les fermes d'El Marsa et de Sidi Abderahmane, seront respectivement dotées d'une capacité de production de 900 et 1000 tonnes. Le quatrième projet en est au stade des procédures.

Pour assurer le maximum de chances de succès à ces projets, le Gouvernement exige, auprès des investisseurs concernés, des garanties quant à leur capacité financière à mener à bien leurs projets, "une mesure considérée également comme une manière d'en garantir la pérennité", ont indiqué à l'APS des gens du métier.

L'objectif ciblé à terme est d'atteindre une production aquacole de 3000 à 4000 tonnes à l'horizon 2019-2020, afin de concurrencer la production halieutique, estimée à près de 5000 tonnes de poissons/an, a fait savoir M. Abed.

Les moules, la dorade et le loup de mer constituent l'essentiel de la production aquacole, dont l'activité se trouve, néanmoins, contrainte par le manque de nourriture et des alevins importés d'Europe, déplorent les investisseurs du domaine.